

La Bolivie des confins orientaux : une cartographie de l'imaginaire

Une relecture critique de la première carte nationale de 1859

Jean-Claude Roux

Géographe de l'ORSTOM, Instituto francés de investigación científica para el desarrollo en cooperación,
avenida Iturralde n° 1377, Miraflores, C.P. 9214 La Paz, Bolivie

RÉSUMÉ.— La Bolivie est, depuis son indépendance en 1825, le pays qui a le plus souffert d'amputations territoriales. En 1859, la première carte officielle produit une Bolivie aux territoires orientaux de l'Amazonie et du Chaco dilatés à l'extrême. Mais la souveraineté bolivienne de ses régions, revendiquées de l'héritage colonial espagnol, exemptes de peuplement et de mise en valeur, fut remise en cause par tous ses voisins. Les cycles extractifs du caoutchouc et du nitrate, puis les projets de liaisons ferroviaires ou fluviales assurant la colonisation des espaces restés vierges, firent que la Bolivie, pays peu peuplé et de faibles moyens, dut abandonner successivement tous ses vastes confins inexploités et dépeuplés. La guerre du Chaco, en 1932, achève de sanctionner ce processus qui a conduit le pays à un enclavement durement ressenti.

AMÉRIQUE LATINE, BOLIVIE, FRONTIÈRES, TERRITOIRE NATIONAL

RESUMIDO.— **Bolivia de los confins orientales: una cartografía del imaginario, una revisión crítica del primer mapa nacional de 1859.**— Bolivia es desde su independencia en 1825 el país que ha sufrido más de recortes territoriales drásticos. En 1859 el primer mapa oficial produce una Bolivia con territorios orientales en Amazonia o Chaco, extremadamente dilatados. Pero la soberanía boliviana sobre estas límites reivindicadas como herencia colonial española, exemptos de poblamiento y de desarrollo económico, fue contestada por todos sus vecinos. Los ciclos extractivos del caucho o del salitre, y después los proyectos de vías férreas o fluviales que aseguran la colonización de los

espacios vacíos explican que Bolivia, país de pocos habitantes y de medios escasos tuvo que abandonar sucesivamente, todas sus amplias regiones orientales desconocidas, inexplotadas y despobladas. La guerra del Chaco en 1932 acabo de conducir el país a una situación de Mediterraneidad interna, situación muy mal aprovechada por su pueblo.

AMERICA LATINA, BOLIVIA, FRONTERAS, TERRITORIO NACIONAL

ABSTRACT.— **The eastern borders Bolivia: a cartography of the imaginary. A critical review of the first national map, that of 1859.**— Since its independence in 1825, Bolivia has been the country that has the most suffer from drastic territorial reductions. In 1859, the first official map shows the Bolivian eastern territories of Amazonia and Chaco as being extremely extended. These territories had been claimed for after the Spanish colonial era and were free from population and development, but the Bolivian sovereignty over these regions was called into question by all its neighbours. The extraction of nitrate and rubber, and afterwards the projects of river and rail links that would have enabled the colonization of the unsettled territories resulted in Bolivia — which is a sparsely-populated and lower-income country — having to give up successively all these wide depopulated and unexploited border territories. The Chaco war of 1932 was the last stage of the process that had led Bolivia to experience a hemmed-in position — a situation that deeply affects its population.

BOLIVIA, BORDERS, LATIN AMERICA, NATIONAL TERRITORY



« Une carte n'est pas le Territoire »
Umberto Eco, *Le pendule de Foucault*

La Bolivie est un des pays parmi les plus contrastés et les plus spécifiques d'Amérique du Sud. Pourtant, son existence, depuis sa naissance, paraît précaire à nombre d'observateurs. Ainsi, D. Démélas¹ n'hésite pas à écrire que « *la Bolivie de 1825 ressemblait fort à un manteau d'Arlequin* », tandis que le géographe espagnol Malagrida condamnait l'existence même d'un pays contre nature : « *Une absurdité géographique* »....

Connue surtout par une instabilité politico-institutionnelle chronique depuis son indépendance en 1821, la Bolivie occupe une place à part dans le continent : la dominante indigène de sa population est la plus forte du groupe des États andins ; sa densité de population est une des plus basses du continent (6 hab./km² en 1992, moins de 2 hab./km² en 1900) ; la Bolivie ne dispose d'aucune façade maritime, ce qui explique que sa situation de « méditerranéité » au centre du continent pèse toujours sur son développement ; enfin, la Bolivie est le pays d'Amérique latine qui, avec le Mexique, a connu en un peu plus d'un siècle la plus forte amputation territoriale (1 Mkm²) par rapport à ses frontières théoriques coloniales.

C'est en 1859 que fut publiée la première carte nationale de Bolivie, sous la présidence du général Linarés, d'où vient qu'elle est connue sous ce nom². Cette carte officielle, sorte d'acte de baptême solennel, témoigne d'une prise de conscience et traduit une cristallisation des aspirations nationales dans le concert des pays voisins. Elle pose donc implicitement l'ensemble de la problématique territoriale, nationale comme internationale, propre à la Bolivie, car tous les futurs avatars du pays y sont inscrits : perte de la

région littorale, recherche d'une orientation fluviale vers l'Amazone et le bassin de La Plata à travers le Grand Chaco contesté, démembrement de l'Amazonie... Elle met aussi en évidence l'ancienne césure géographique et ethnique existant entre Collas montagnards et peuples de la forêt et des savanes, les Guaranis ou Cambas de l'Orient. Confrontation séculaire organisant, depuis l'empire Inca, deux Bolivies, l'une occidentale et andine, l'autre Orientale, domaine des terres basses chaudes.

1. La carte de 1859 ou la géographie inconnue en Bolivie

Dans un article publié en 1898, J.L. Muñoz³ déplorait la médiocrité de la place accordée à la géographie en Bolivie. Insuffisance des sources, absence de travaux de terrain, compilation répétitive de données anciennes, approximatives ou erronées, tels étaient les maux dont souffrait alors la géographie locale. En cartographie, il dénonçait les carences : tracé des limites administratives, délimitation des frontières, utilisation de coordonnées géographiques fausses, ignorance du cours de certains fleuves ou du relief. Enfin, il regrettait que même Dalence, précurseur pourtant respecté des premières études statistiques boliviennes, ait commis de nombreuses erreurs concernant la répartition de la population ou les limites du pays et il déplorait, enfin, les désaccords entre géographes.

1. Introuvables superficies et populations

Superficie et population du pays oscillaient au gré des auteurs, en fonction de sources douteuses : un géographe n'affirmait-il pas que « L'Amazone et la Plata naissent en Bolivie » ? Muñoz dénonçait aussi la définition des longitudes qui, au gré de la fantaisie des auteurs, étaient prises à partir de divers méridiens de référence (San Fernando, Rio de Janeiro, Paris, Greenwich ou Sucre) : « *il en découlait de nombreuses erreurs dans les transferts d'échelles* ». Enfin, il déplorait que la géodésie, la topographie ou la cartographie ne figurent point dans l'enseignement secondaire ou supérieur.

1. Cf. DÉMÉLAS D. (1980).

2. Seuls 2 000 exemplaires de la carte de Linarés auraient été sauvés du raz de marée qui emporta la douane d'Arica où étaient stockées ces cartes dans l'attente du paiement des droits de sortie par La Paz qui s'y refusait... La carte de 1859 est le résultat de 16 ans de travaux des ingénieurs militaires Juan Ondarza et J.M. Mujia, élèves de l'ingénieur et géographe Bertrès, supposé Français. L'échelle est le 1/1 833 000, soit celle de la lieue espagnole de 5,5 km pour 3 mm.

3. Cf. MUÑOZ J.L. (1898).

2. Le centre de gravité bolivien : l'Altiplano ou pays des Collas

Les remarques faites plus haut amènent à constater que, pour une large part, le territoire proclamé à l'époque comme bolivien est vide, donc inactif. La Bolivie réelle se résumait alors à son massif andin et aux vallées chaudes de la région des Yungas et de Cochabamba. Le *Rapport Pentland*⁴ établi par le consul de Grande-Bretagne en 1826 estime la population totale entre 1 100 000 et 1 200 000 habitants, dont 800 000 Indiens. Le travail de Dalence⁵ publié en 1851 montre une forte concentration dans la région du réduit andin proprement dit — départements de La Paz, Oruro, Potosi, Chuquisaca (Sucre). Là se situaient aussi les grandes agglomérations comme La Paz (40 000 habitants), Sucre (12 000), Oruro (4 600), Potosi (9 000).

Le vaste Orient avait un poids dérisoire ; Santa Cruz, la capitale, n'était alors qu'une bourgade de moins de 10 000 habitants ; Trinidad, dans le Beni, un gros village de 2 645 âmes, selon d'Orbigny⁶ ; or, ce département englobait les espaces sans limites du Beni et du Chaco... Ainsi 80 % des habitants se concentraient sur le massif andin, soit environ, avec la province du Littoral, 650 000 km², donc les trois quarts de la superficie utile de la Bolivie.

Tabl. 1.— *Fluctuantes superficies et introuvables populations.*

Auteurs ⁷	Superficie (km ²)	Population	Date
Dalence *	1 520 275	2 133 896	1847
J. Leigue Moreno	1 703 050	1 184 904	1890
Alcibiade Guzman	2 155 329	2 700 000	/
Octavio Moscoso	1 703 050	2 500 000	/
Ondarza et Mujía	?	1 712 352	1859
Pascual Limiñana	2 150 000	2 600 000	1896
Recensement de 1900	1 822 334	1 816 271	1900

* Il est à noter que les chiffres de Dalence ne correspondent pas à la somme des populations et des superficies départementales produites dans son ouvrage de 1851...

4. Cf. PENTLAND J.B. (1826).

5. Cf. DALENCE J.M. (1851).

6. Cf. D'ORBIGNY A. (1845).

7. On peut citer aussi J.V. Guin qui donne dans une *Géographie Universelle* (G.U.), 1 222 250 km², A. Smith (1 500 000 km²) ou Malte-Brun (G.U.) avec 1 254 904 km².

La Bolivie orientale, avec les départements de Cochabamba — soit 30 000 habitants pour sa capitale située dans la région des Vallées — et celui nettement oriental de Santa Cruz, n'a qu'un faible poids démographique : environ 20 % du total de la population. Quant à la province de Tarija, sa population ne dépassait pas 50 000 personnes au maximum. Néanmoins, la superficie de cette masse géographique orientale atteignait 1,5 million de km² environ.

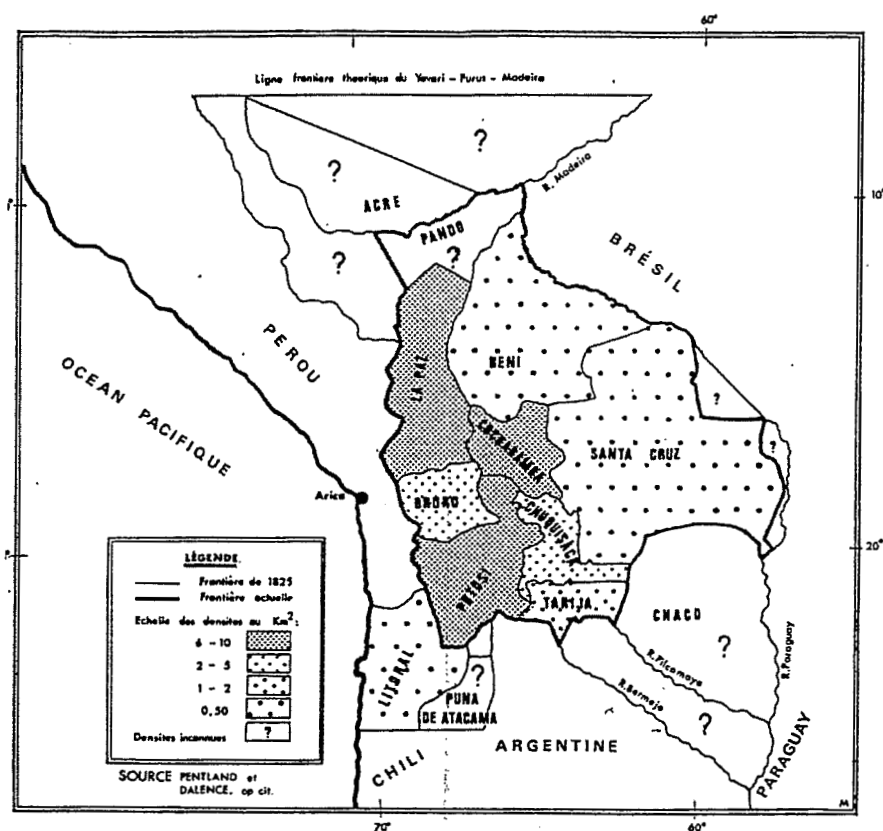
L'évolution de la population, entre les estimations de Pentland en 1826 et les chiffres plus officiels de Dalence en 1851, n'indique pas, en 25 ans, de changements profonds, mais plutôt une stagnation, sauf pour Cochabamba : la population serait passée à 1 318 620 habitants, soit un gain net de 10 % environ. La création, en 1842, du département quasi désert du Beni, retranché de celui de Santa Cruz, ne fait que souligner le vide humain de l'Orient.

La carte de 1859, bien que ne donnant pas ses sources, cite aussi une évaluation des populations dites des « tribus des forêts » en s'appuyant sur des sources missionnaires. Le Beni et le Chaco, avec chacun 100 000 Indiens, puis Santa Cruz avec 40 000, abritaient la grande majorité de cette population extra-officielle, estimée au total à 292 813 personnes, bien aléatoirement d'ailleurs — qui allait recenser les Indiens *bravos* ? La carte de 1859, qui la compte à part, indique implicitement qu'elle n'était pas considérée alors comme bolivienne, même dans une nomenclature à tonalité quelque peu nationaliste...

3. Un héritage espagnol : quelle superficie pour la Bolivie ?

Les données départementales de Dalence aboutissent à une superficie totale de la Bolivie « départementale » qui ne coïncide pas avec les chiffres officiels de la loi départementale de 1831. En attribuant seulement 822 691 km² à la Bolivie, Dalence va à l'encontre du découpage administratif de 1831, ayant valeur de loi, et fixant la superficie officielle de la Bolivie à 2 237 894 km²... Dalence ne produit ainsi les densités que pour les seules zones peuplées, dites alors « civilisées » et se prêtant à un recensement : les deux tiers environ du territoire officiel étaient vides d'habitants légaux... Cette manipulation statistique crée deux entités, l'une, ou Bolivie « intérieure », formée par le massif andin, peuplée et donc territorialisée au moins partiellement, avec

Fig. 1.— La densité de population en Bolivie.



Tabl. 2.— Découpages administratifs et répartition de la population.

Départements	Pentland 1826	Dalence 1851	Densités en km ²	Carte de 1859
La Paz	375 000	412 867	6,54	475 322
Oruro	115 000	95 324	3,36	110 931
Chuquisaca	142 000	156 040	3,89	223 663
Potosi	245 000	243 269	6,73	280 229
Santa Cruz	75 000	78 581	0,32	153 164
Cochabamba	148 000	279 048	8,17	318 892
Province de Tarija	50 000 ?	63 806	1,45	8 009
Littoral *	/	4 520	0,07	5 273
Beni *	/	48 406	0,18	53 973

* nouveaux départements

Orients visait à épouser les limites découlant de l'*Uti possidetis*, c'est-à-dire de l'héritage des anciennes frontières du domaine colonial espagnol revendiqué par La Paz. Celles, en quelque sorte, d'un pays de l'imaginaire spatial, mais restant à découvrir, explorer, coloniser, borner et donc à faire reconnaître par ses voisins...

des densités moyennes de 2 à 5 hab./km², l'autre ou Bolivie « extérieure », celle des Orient, masse territoriale dilatée spatialement, mais presque vide de population, avec des densités inférieures à 1 hab./km². Cette dilatation des

4. Les ressources : monopole minier et agriculture archaïque

Le support économique de la Bolivie, dès la mise en place de la colonisation espagnole, a reposé presque uniquement sur le pactole minier de la montagne d'argent de Potosi

(cerro Rico). L'activité minière s'est ensuite amplifiée, dans l'Altiplano et les cordillères, grâce à la découverte d'autres gisements d'or, de cuivre, d'étain, de plomb et de minerais plus rares, au détriment de la mise en valeur agricole.

L'agriculture était marquée par l'existence de grands domaines d'origine coloniale, les *haciendas*, utilisant une main-d'œuvre indienne réduite au servage. Des communautés indiennes pauvres et marginalisées, les *ayllus*, étaient condamnées à une chiche autosubsistance, mais servaient de réservoirs permanents de main-d'œuvre, réquisitionnée par la *mita* pour les mines. Une des productions était la feuille de coca, évaluée à 720 000 dollars, dont la culture était contrôlée et concentrée dans les vallées des provinces tropicales du département de La Paz. Les céréales, propres aux régions de l'Altiplano d'Oruro, Potosi, Sucre et La Paz, apportaient 300 000 dollars. La laine d'alpaga ne produisait qu'un médiocre revenu (10 000 dollars).

Pour l'Orient de Santa Cruz, Pentland note comme ressources le sucre, les cires et le cacao, pour un montant de 80 000 dollars seulement. S'il note l'immensité de cet Orient, s'étendant du Chaco au Madeira, il juge son climat malsain ; ses terres n'étaient pas sans ressources, mais celles-ci, « *faute de main-d'œuvre, étaient peu cultivées* ». Autre production riche, propre aux vallées tropicales de la province de La Paz, le quinquina donnait en 1826 un produit de 84 000 dollars ; par la suite, il fut à l'origine d'un cycle extractif⁸. Au total, les principales productions agricoles représentaient une valeur de 1 194 000 dollars, dont 174 000 (15 %) propres aux régions orientales.

Tabl. 3.— *Les productions minières (en valeur, dollar US).*

Argent	Or	Étain	Total
2 619 918	800 000	64 750	3 484 668

Le rapport Pentland, utilisant les informations des professionnels, privilégie la production minière, fleuron traditionnel de l'économie bolivienne, qui assurait les trois quarts de la valeur nationale produite. Mis à part l'orpillage des Yun-

gas, tout venait du massif andin, soit 20 à 25 % du territoire, qui, avec l'agriculture, fournissait donc 95 % des richesses. Les études de Bonilla⁹ confirment cette primauté. Le tribut indigène, longtemps source importante du revenu de l'État bolivien, était collecté à 84 % sur l'Altiplano où se trouvaient aussi concentrées 76 % des haciendas et 80 % des communautés paysannes. Une telle monopolisation pose le problème de la consistance réelle des vastes excroissances géographiques formées par les Orient boliviens.

2. Les marges orientales : désarticulation géographique

Nous utilisons le pluriel, car le Chaco inconnu, la Chiquitania sporadiquement rebelle et axée sur Santa Cruz et le Brésil, Mojos avec ses anciennes missions jésuites ruinées, le vaste et marginal bassin de l'Itenez ou les immensités amazoniennes restées inexplorées du haut Beni avaient peu en commun.

1. La carence des communications

« *Au Nord et à l'Orient nous entourent des régions dépeuplées, vierges, sans voies de communication...* »

J.A. GUTIERREZ, *Bolivia mediterranea*, 1903.

La désarticulation des communications internes a été une constante de la Bolivie jusqu'au milieu du XX^e siècle au moins, quand se réalise enfin le raccordement routier La Paz-Cochabamba-Santa Cruz. De nos jours, malgré de nettes améliorations, elle constitue toujours un grave handicap pour les échanges et le développement interne du pays.

La Bolivie, au milieu du siècle passé, fait figure d'archipel isolé au centre du continent sud-américain. Seules deux routes la rattachent alors à l'extérieur. L'une est la piste unissant le port péruvien d'Arica (chilien depuis 1884, après la guerre du Pacifique) qui, serpentant à travers les Andes, atteint La Paz, empruntant des cols jusqu'à 5 000 m d'altitude : Pentland relevait la précarité de cet itinéraire accidenté, emprunté par les seuls convois muletiers accomplissant des étapes de 35 km par jour. Une autre route coloniale ancienne existait aussi, « le chemin de Buenos Aires », entrant par Tarija, en Bolivie du Sud ; plus long, ce trajet était aussi plus sûr.

8. Cf. ROUX J.C., OVIEDO F. (1995).

9. Cf. BONILLA H. (1980).

Pentland signale la situation désastreuse de l'intérieur : « *Les chemins à l'intérieur de la Bolivie ne sont aptes seulement que pour les mules et lamas ; il n'existe aucune piste pour des charrettes en aucun endroit de la République.* » Vers les régions orientales, en 1826, aucune piste ou sentier permanent n'existe ; seuls les fleuves permettent, à des balsas ou radeaux, d'atteindre, non sans risques, la région de Mojos et Trinidad. Il note l'absence de transport sur les grands fleuves frontaliers avec le Brésil, tels le Madeira, le Beni, l'Itenez et le Paraguay, ainsi que l'absence de toute voie terrestre traversant le Chaco vers la région de La Plata. Dernier signe confirmant, si besoin en est, cette situation d'enclavement : toutes les agences de commerce des 15 maisons représentées (dont 9 anglaises), étaient installées à Arica, « aucune agence étrangère ne s'étant établie à l'intérieur de la Bolivie. »

2. Les Orient boliviens : des confins inconnus

Les Orient étaient constitués de régions très diversifiées, s'étendant du nord au sud sur 12° de latitude, entre 10° S en Amazonie centrale et 22° S au cœur du Chaco. La carte de 1859, si on la soumet à une analyse de contenu en fonction des indices de territorialité qu'elle présente, permet de distinguer plusieurs types de situations propres à ce vaste ensemble géographique.

L'outre-Andes oriental est formé par les régions amazoniennes avec le haut Beni et la frontière du fleuve Itenez, la région du bassin de l'Acre et du Purus et la vaste zone délimitée par la ligne frontière théorique s'étendant du fleuve Madeira, à l'est, jusqu'aux sources inconnues du fleuve Yavari, très à l'ouest. On peut rattacher à ce bloc forestier immense la province de Caupolicán et ses grandes plaines d'Apolo, qui s'appuyait sur la vague frontière du Pérou.

Au centre des Orient se trouve le vaste ensemble naturel formé par les plaines inondées en saison des pluies par les bassins des fleuves Mamoré et Beni, et connu alors sous le nom de llanos de Mojos. Plus au sud-est, apparaît une autre grande région, s'étendant à l'est jusqu'au Matto Grosso, portant le nom de Chiquitania et formant partie de l'Orient de Santa Cruz, jusqu'à hauteur du fleuve Paraguay. Enfin, tout au sud, se trouve la région de Santa Cruz ; on lui rattachait les immensités, alors presque tota-

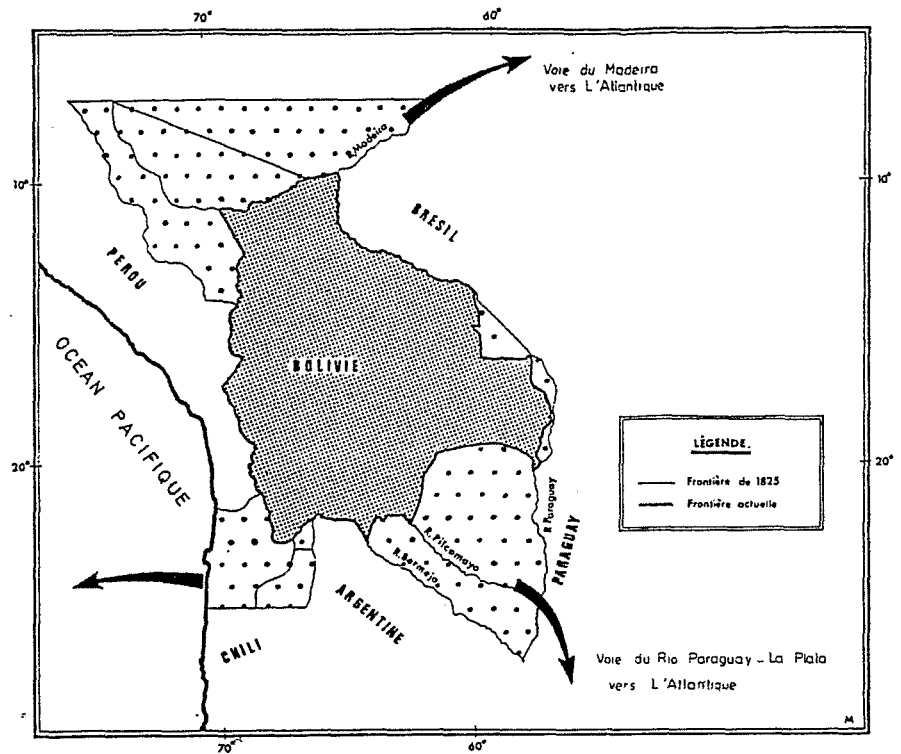
lement inconnues, du Grand Chaco, avec son rebord montagneux du pays Chiriguano incontrôlé jusqu'en 1892 et, les fermant à l'ouest, le cours du fleuve Pilcomayo qui traverse le Chaco central, resté inconnu jusqu'en 1905 pour sa partie centrale.

De cet inventaire, chargé de nombreuses inconnues géographiques, se dégagent deux perspectives spatiales : d'une part, une Bolivie orientale proche, plus ou moins occupée et partiellement colonisée avant l'indépendance, formée par les régions des piémonts, du Beni, la région de Santa Cruz et les quelques missions franciscaines éparses du Chaco, proches de Tarija ; d'autre part, se détachait une « Bolivie légale », mais purement formelle, celle des vastes confins frontaliers : c'était la Bolivie des limites extrêmes revendiquées à partir des anciens traités coloniaux, mais restée hors de toute occupation bolivienne. Cette « Bolivie extérieure » comprenait, au nord, les vastes zones inexplorées des forêts amazoniennes de la ligne Yavari-Madeira, incluant le futur territoire de l'Acre, soit 600 000 km² environ ; au sud de Santa Cruz commençait le Grand Chaco, près de 300 000 km², et à l'est les confins, tout aussi flous et litigieux, du Matto Grosso brésilien. De cette situation découlait le caractère artificiel et donc précaire, en droit international, d'une grande partie des régions frontalières du territoire bolivien, source future, après 1866, de multiples crises internationales.

3. Frontières sur le vide spatial et tropismes géographiques

La Bolivie de 1859 formait donc un vaste territoire d'au moins 2,5 Mkm², au cœur du continent sud-américain, faisant alterner des frontières naturelles et de grandes lignes théoriques de démarcation, comme entre Madeira et Yavari, le long du parallèle 25 sur le littoral du Pacifique ou d'autres latitudes au Chaco. Ces délimitations ne reposaient pas sur des frontières de contact entre zones peuplées, sauf pour trois secteurs précis : au lac Titicaca, région stabilisée d'ancien peuplement précolonial et colonial, intensément cultivée et peuplée ; tout au sud, la région des vallées de Tarija, qui se prolongeait du côté argentin avec les vallées de Salta et Jujuy ; à la frontière avec le Brésil enfin, avec le secteur compris entre les lagunes Jarayes au nord et Bahía Negra au sud, sur le cours du fleuve Paraguay avec les petits postes brésiliens de Corumba, Albuquerque et

Fig. 2.— La Bolivie « extérieure »
des tropismes maritimes.



Coimbra, secteur situé face au territoire d'Otuquis¹⁰ attribué sous le nom de concession Oliden, à la première et bien difficile entreprise de colonisation du côté bolivien. Ailleurs, vers le Matto Grosso, sur l'Itenez, le Mamoré et le Madeira, la frontière n'est alors pas étayée sur des points peuplés et enracinés du côté bolivien ; quant aux immensités forestières séparant le Madeira du Yavari, elles constituaient un vide humain quasi total et restent inexplorées.

La configuration de ce quasi-continent central bolivien obéissait à trois orientations géographiques bien nettes, marquées par d'immenses saillants. La première tient à l'emprise sur le cours du haut Madeira et du Yavari ; elle visait la moyenne Amazonie et sa sortie atlantique, soit une direction SO-NE. La deuxième, plus au sud, avec l'immense triangle du Grand Chaco oriental, atteignait Asuncion, capitale du Paraguay, mais tendait en réalité à un accès au bassin de La Plata et à sa sortie atlantique ; la troisième est celle de la Bolivie maritime, qui disposait d'une fenêtre découpée sur le littoral du Pacifique. Mais il s'agit

de fleuves sans navigation régulière, et d'une côte du Pacifique qui, délaissée par La Paz, ne présente aucune activité maritime notable.

3. La Bolivie des Oriens proches et lointains

L'Orient historique fut rattaché dès la Colonie, comme territoire missionnaire, à la mouvance de l'audience de Charcas, future assise de la Bolivie indépendante. Il comprenait le Beni ou plaines de Mojos, l'Itenez, la Chiquitania et la vaste région de Santa Cruz, avec ses marches du Chaco.

1. Le Beni : espace missionnaire et bouclier défensif

Grâce à Bertrés¹¹ nous disposons de quelques éléments d'informations, partiels mais significatifs, sur les régions connues depuis longtemps sous le nom de Mojos. La popu-

10. Cf. BACH M. (1843).

11. Cf. BERTRÉS F. (1901). Ces articles furent écrits probablement vers 1844, au moment de la publication de la carte de Bertrés.

lation du Beni était estimée alors à 30 000 personnes, installées principalement dans une quinzaine d'anciennes missions jésuites ; s'y ajoutaient des « barbares », Indiens échappant à tout contrôle. Cette population était principalement établie le long de quelques fleuves et se consacrait à l'élevage et au tissage de textiles traditionnels dans des ateliers hérités des anciennes et prospères missions jésuites.

En 1867, la mission de reconnaissance des frères Keller, entreprise pour le compte du gouvernement de Rio, notait un trafic de canoës boliviens chargés de peaux de bœufs et de graisses animales à destination du Madeira et des ports brésiliens. Depuis 1844, le Beni était devenu aussi un producteur d'écorces de quinquina, provenant des vallées des piémonts andins et donnant lieu à un trafic d'une trentaine de tonnes annuelles, expédiées vers le Brésil. Cet itinéraire était certes aléatoire, mais il permettait d'échapper aux douanes intérieures boliviennes, aux tribus insoumises et à des coûts de transport vers les Andes cinq fois supérieurs à ceux de la voie fluviale.

On peut inclure dans le Beni, bien que plus forestier, le secteur du bassin de l'Itenez. La population de ce vaste bassin hydrographique, à peine exploré à l'époque, était pour Bertrés de 2 000 à 3 000 personnes, réparties principalement sur le cours des fleuves Baures, Magdalena et Itenez, tandis qu'une « *infinité de barbares irréductibles comme les Guarayos* » occupaient toute la région et le Cerro de San Simon, et que les razzias des Brésiliens menaçaient habitants et troupeaux. La montagne de San Simon, riche en or, argent et diamant, était alors occupée par des Brésiliens qui l'exploitaient, parcouraient la région en canoë pour y commercer et, note Bertrés, « *exploitent ses ressources en bafouant la souveraineté de la Bolivie* ».

De l'Itenez jusqu'au rio Verde, c'est-à-dire dans la large boucle frontière faisant contact avec le Matto Grosso, le pays est vide de « civilisés » et l'on ne relève qu'un seul nom de poste, le Resguardado, face au vieux et formidable verrou portugais de « Principe de Beira ». La carte montre que, à partir du rio Paconoba, la toponymie devient portugaise, ainsi qu'au long du fleuve Madeira qui sert de frontière aux deux pays jusqu'en 1867.

Bien d'autres parties du vaste Beni de 1859 sont restées incontrôlées, telles celles du piémont andin, peuplées par

des Indiens Mosetenes ou, à l'ouest du rio Beni et au sud de San Borja, les zones des tribus Lecos. À l'ouest de Trinidad et jusqu'au fleuve Itenez, la carte indique une autre grande région pratiquement vide et inexplorée, sauf le long des rios. Plus au nord, le vaste triangle conformé par la jonction des rios Beni et Mamoré est, selon la mention portée par la carte de 1859, constitué de « *régions non explorées peuplées de sauvages* ».

2. Le pays des Campas : l'Orient de Santa Cruz

Ici, la présence coloniale s'est pérennisée avec la fondation de la ville de Santa Cruz en 1561, carrefour d'un glacis espagnol face aux possessions portugaises. Mais, si l'Espagne a été présente dans cette région comme dans le Beni, c'est d'abord par le truchement des jésuites qui, grâce à l'essor de leurs missions, organisèrent un autre quadrillage spatial faisant pendant à celui de la région de Mojos, avec la Chiquitania, du nom de ses redoutables tribus d'Indiens Chiquitos. Ce territoire missionnaire a fait office, pendant plus d'un siècle, de butoir efficace face aux avancées portugaises venant de l'est. Après le décret d'expulsion des jésuites, édicté en 1767 par Madrid, les missions sont passées au pouvoir civil. Elles ont vite périclité, livrées aux abus des curés et fonctionnaires locaux, et de ce fait ont perdu leurs activités anciennes. Leurs Indiens s'enfuyaient dans les forêts pour échapper aussi bien à la nouvelle administration civile qu'aux racoleurs de main-d'œuvre portugais. Ce « crime géopolitique », selon R. G. Moreno, consommé par le démantèlement du réseau des missions et de leurs milices indiennes, explique l'instabilité future de la région face aux poussées du Brésil. Aussi l'indépendance entraîne-t-elle des troubles et une tentative de mainmise de l'État brésilien du Matto Grosso en 1825 : ici non plus, il n'y avait pas de vraie ligne frontière stable, donc occupée, à l'est.

La Bolivie s'est alors appuyée, pour défendre ses droits frontaliers, sur l'héritage du domaine de l'Espagne, en citant d'Orbigny. Mais celui-ci n'avait-il pas écrit que « *Les limites avec le Brésil sont complètement illusoire car il occupe de nombreux points* ¹² *à l'Ouest de la limite théorique* » ? Si, en 1846, le Congrès bolivien décida de soutenir

12. Tels les postes fortifiés de Albuquerque, Coimbra et Corumba installés sur la rive droite bolivienne du fleuve.

nir une petite colonisation d'éleveurs pour renforcer certains points litigieux, et de créer un fortin, les protestations de Rio firent abandonner ces velléités de consolidations frontalières. Le contentieux s'est dénoué avec le traité de 1867, qui modifiait sensiblement le tracé des limites avec le Brésil retenu par la carte de 1859. La clé du raisonnement du négociateur bolivien, le chancelier Gutierrez, était celle du réalisme pragmatique : « On regarde vers l'Orient comme à une terre promise, mais on ne peut avoir un seul navire à vapeur, un seul colon là-bas, sur les lointaines plages de Chiquitos et Mojos, sans demander l'autorisation aux voisins ; on veut improviser comme par enchantement le progrès matériel de ces vastes et fertiles régions. »

Ainsi, contrairement aux espaces du Chaco ou de la haute Amazonie, deux présences de terrain se rencontraient, même si le dispositif était plus lâche du côté bolivien. Un réseau de pistes hérité des anciennes missions jésuites tendait un filet, certes ténu, de Santa Cruz à la lagune de Yaraes ; une autre piste saisonnière menait de l'ancienne mission de Santa Ana à Casalvasco, près de la frontière du Brésil, et de là conduisait à Villa Bella, capitale à l'époque du Matto Grosso. Il n'en restait pas moins vrai qu'une large partie de l'Orient de Santa Cruz échappait à toute autorité dans le vaste pays de Cordillère et des Chiriguanos, la zone comprise entre les rios Izozog et Sauce, les rives du rio Late-rique, la longue bande frontière entre les rios Verde, Jauru, la sierra de Las Botijas, une partie importante de la Chiquitania, le pays des Guarayos et, enfin, celui des Sirionos.

3. La Bolivie extérieure revendiquée

La ligne imaginaire Madeira-Yavari.— Toute l'immense zone géographique (de plus de 600 000 km²) délimitée par le rio Beni et, dans son prolongement, par la chaîne de Culpolican, et remontant jusqu'au nord, où sa limite était formée par la droite théorique partant du Madeira jusqu'aux bien lointaines et hypothétiques sources du Yavari à l'ouest, apparaît sur la carte de 1859 comme un désert absolu, inexploré et vide de tout poste civilisé. Cette haute région ne

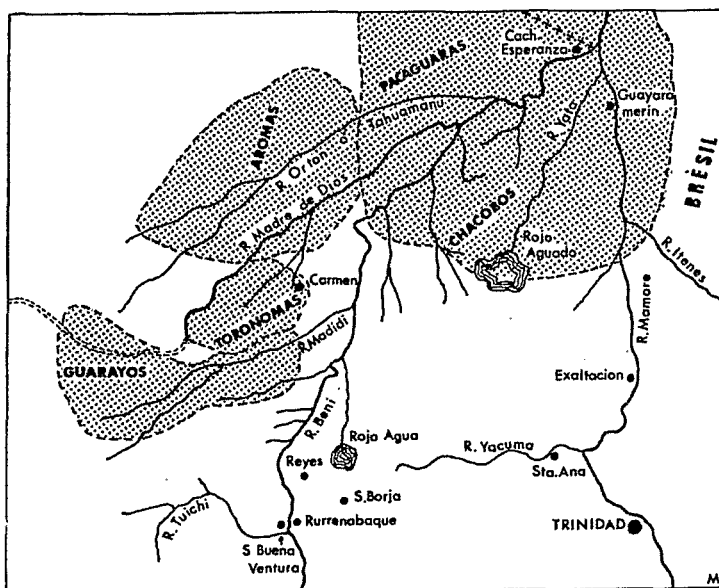


Fig. 3.—Nord de la Bolivie, Beni (1880). Zones indiennes insoumises.

commença à être explorée qu'à partir de 1864, par Lord Chandless, Manuel Urbano et le colonel brésilien Labre, puis par l'aventurier péruvien Fitzcarrald, à partir de 1892, lors du boum du caoutchouc. Seules les rives du Madeira étaient occupées en 1859 par des petites colonies d'éleveurs boliviens, moins d'un millier de personnes avec les collecteurs de caoutchouc en 1870, installées sur quelques ports naturels servant de relais aux canots naviguant sur le Madeira et apportant les produits du Beni vers les ports de l'Atlantique.

Le Grand Chaco : un désir d'inconnu sans limites.— Cette vaste région, charnière géographique entre le bassin amazonien et celui du rio de La Plata, n'avait été qu'effleurée par les conquistadors espagnols, aussi bien à cause de son écologie que de l'hostilité de ses redoutables tribus indiennes, tout particulièrement des Tobas. Cette vaste pénéplaine s'articule à l'est sur le bassin du Paraguay et, à l'ouest, sur ceux des rios Pilcomayo et Bermejo jusqu'à leur confluence avec le rio Paraguay. Le long de celui-ci, Bertrés notait la présence de tribus indiennes, les unes « barbares », d'autres pacifiques, jusqu'à Fort Olympe, l'ancien Fort Bourbon, qui faisait alors, selon la carte de

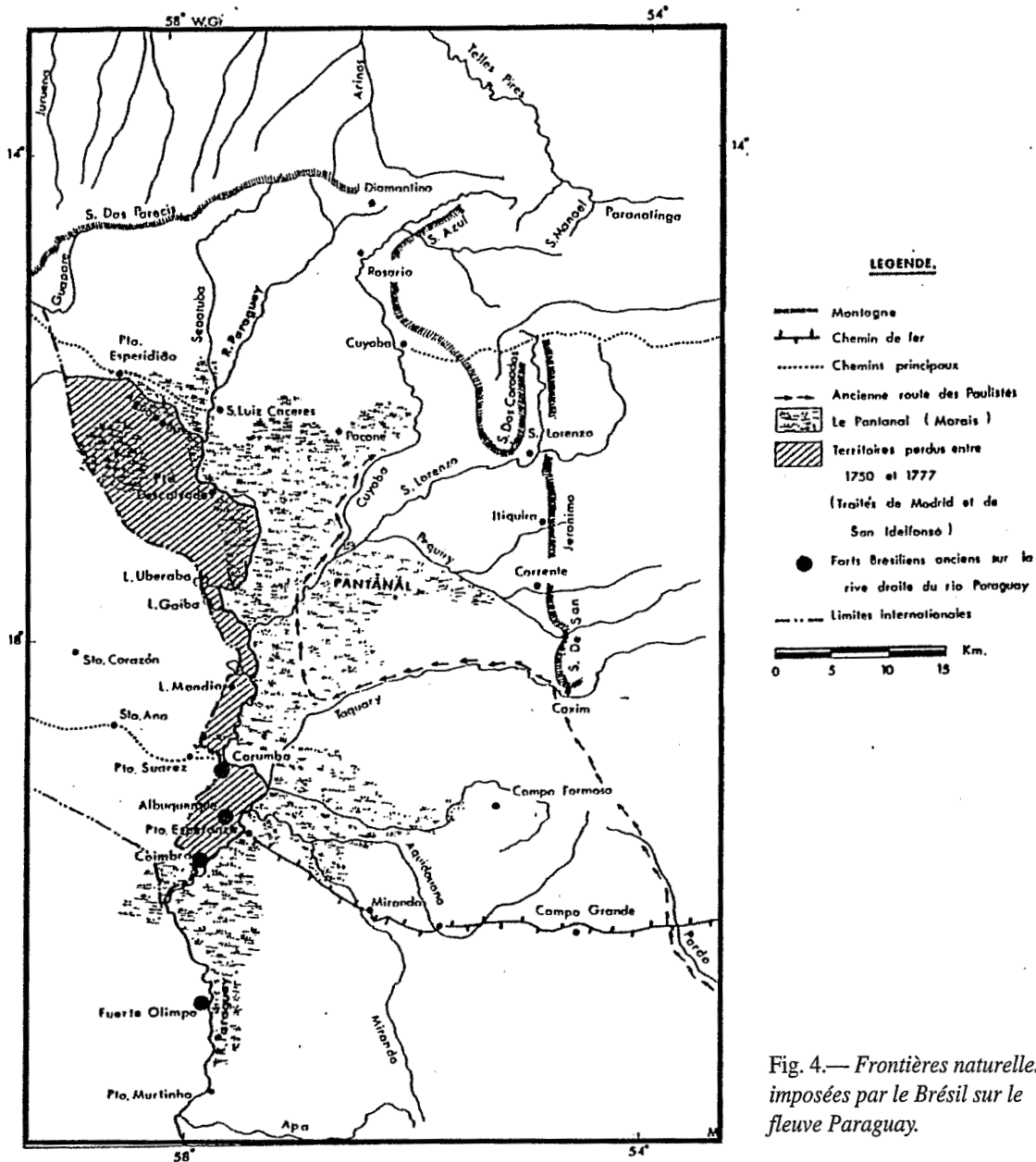


Fig. 4.— Frontières naturelles imposées par le Brésil sur le fleuve Paraguay.

1843, frontière avec le Paraguay. Certains, tels les Guaycurus, alliés aux Brésiliens, opéraient des raids sur les propriétés boliviennes. De Fort Olympe jusqu'à Cuyaba au nord, il y avait 56 jours de navigation pour remonter le fleuve Paraguay, les vapeurs n'étant pas encore en service à cette époque.

Le fleuve Pilcomayo, né en Bolivie, traverse le Chaco, mais reste alors encore inconnu pour la plus grande partie de son

cours central, occupé par les *esteros* (marais) de Patiño. Selon les sources missionnaires utilisées par Bertrés, seuls 86 330 Indiens y vivent, sur une étendue de 100 000 km² au moins, mais il n'existe aucun foyer de colonisation notable hors des rives du Pilcomayo, dans sa partie nord. Après l'issue malheureuse de la guerre du Pacifique, le rio Paraguay étant clos par Asuncion, La Paz crut trouver, dans l'exploration et la navigation du Pilcomayo, une sortie fluviale vers l'Atlantique.

La région du rio Bermejo, comprise entre les rios Pilcomayo et Paraguay, est noyée par leurs crues durant cinq mois par an. Près de 12 000 Indiens, nomades et pêcheurs, y séjournèrent. Bertrés affirmait, à partir d'informations anciennes, que le rio Bermejo est navigable. Cette assertion, reprise par d'autres auteurs, fut par la suite une grave source de malentendus diplomatiques avec l'Argentine.

En effet, le Chaco avait connu de nombreuses tentatives d'explorations, que ce soit à l'époque coloniale ou après les indépendances sud-américaines, mais toutes restées infructueuses. Ainsi, au milieu du siècle passé, ce vaste territoire bolivien restait-il presque totalement inexploré, de la lagune Izozog au N jusqu'aux cours des rios Parapeti et Cuevo plus au SO, ainsi que l'indique la carte de 1859 avec ses vastes blancs, situation qui prévalait encore en partie en 1900. Au moment des débuts du conflit du Chaco (1928) opposant Boliviens et Paraguayens, son exploration n'était pas achevée, la colonisation était en échec, les tribus n'étaient pas encore soumises intégralement. La région restait ainsi un *no man's land* ouvert à toutes les revendications des Argentins et Paraguayens, qui réalisaient une colonisation efficace. Aussi la défense des droits boliviens, qu'assura R. Mujía¹³ à partir de 1920 en présentant de nombreuses références historiques, ne put suffire à masquer l'absence d'une colonisation appuyant un droit d'occupation, situation encore déplorée en 1922 par l'expédition officielle de Quesada¹⁴ : « *Les quelques habitants du Chaco et de Chiquitos attribuent leurs malheurs à l'abandon des gouvernements, ce qui explique l'absence de progrès de ces terres lointaines.* »

4. La gangrène des extrémités : conséquences d'une désarticulation spatiale

À partir des années 1860, deux événements transforment la problématique frontalière qui, de la léthargie, passe à la confrontation avec l'apparition d'enjeux nouveaux : la découverte des riches gisements de nitrate du littoral, puis

du caoutchouc amazonien ; la naissance de projets de navigation à vapeur sur les fleuves et de lignes de chemins de fer internationales à travers le Chaco et l'Amazonie.

Pour la Bolivie, ce processus était d'autant plus dangereux, que, chance ou fatalité, elle apparaissait dans des conditions favorables : elle occupait une position négociable d'interface entre le Brésil et l'Argentine, concurrents pour les grands projets ferroviaires qui devaient emprunter son territoire ; de par son occupation des grands bassins versants des eaux andines, elle tenait les grands fleuves amazoniens, Yurua, Purus, Acre, Madeira, Madre de Dios, Beni, Mamoré, Itenez, tous promis à l'essor de la navigation à vapeur ; enfin elle possédait avec l'Acre, le Purus, le Beni, les gisements les plus denses et parmi les plus productifs de l'Amazonie du caoutchouc et détenait aussi une partie des nouveaux gisements de nitrate découverts sur la côte du Pacifique.

Mais de lourdes hypothèques grèvaient ses possibilités de développement : ses frontières vides et inexplorées restaient non reconnues ou en litige ; elle manquait de base démographique pour coloniser ; faute d'une politique d'intégration des Indiens orientaux, ainsi que le note D. Démélas (1980), elle se satisfaisait d'une pacification aux allures de génocide, d'où la résistance acharnée ou la fuite des bras indiens au Brésil et en Argentine.

1. La plaque de contact lusitanienne

Les cartes montrent que la Bolivie de 1859 se trouvait, depuis longtemps, placée sur l'une des charnières de l'avancée inexorable de ce que l'on pourrait appeler la « plaque » lusitano-brésilienne. En 1529, le traité de Tordesillas avait reconnu l'ambition amazonienne du Portugal ; en 1750, le traité de Madrid avait consolidé ses avancées vers le centre de l'Amazone ; en 1777, le traité de San Ildefonso légitimait les nouveaux établissements des Portugais, en Amazonie comme sur la rive droite du fleuve Paraguay. Or, au cours du XIX^e siècle, le Brésil reprenait la politique portugaise visant à s'assurer des fleuves amazoniens et de leur trafic. Le traité de 1867 avec la Bolivie assurait le passage de tout le cours du Madeira sous sa souveraineté, lui permettant ainsi d'unir par transport fluvial le Matto Grosso au bassin de l'Amazone. C'était une révision déchirante de la carte de 1859 : La Paz abandonnait la ligne Madeira-Mamoré, soit environ 400 000 km² ; la nouvelle frontière,

13. Cf. MUJÍA. R. : « *Bolivia-Paraguay* » (1910).

14. Cf. MENDIZABAL S. (1927).

articulée sur le territoire de l'Acre, était tout aussi arbitraire que l'ancienne.

2. L'économie extractive : un levier des transformations frontalières

Dès 1867, les Keller notaient que le caoutchouc était exploité sur les rives du Madeira. Sous la poussée des intérêts commerciaux internationaux, les *seringueros* brésiliens remontant les fleuves se lançaient dans la prospection de l'hévéa, se heurtant rapidement aux collecteurs ou *caucheros* descendant des Andes et soutenus par Lima ou La Paz. Des incidents, puis des conflits éclatèrent d'autant plus facilement que les confins amazoniens ne possédaient pas de frontières stables et reconnues. Aussi les Boliviens (comme les Péruviens) sur le Purus, puis sur l'Acre, eurent maille à partir avec les dynamiques *seringueiros* brésiliens, vite appuyés par Rio. La cession au Brésil, par traité, d'abord de la ligne Madeira-Yavari en 1867, puis, après la guerre, de l'Acre¹⁵ en 1903, alors que la population brésilienne venue exploiter le caoutchouc était largement dominante, consacra l'inanité des frontières de la carte de 1859, incapables de borner les pressions spéculatrices.

L'exploitation du nitrate déclencha un processus de même nature dans la province du Littoral, laissée à l'abandon par La Paz. Le Chili entreprit une dynamique politique d'expansion géographique orientée vers le nord, en suivant le littoral ; elle entraîna des pressions sur la Bolivie, presque absente de la région à partir de 1858. Le Chili obtint en 1866 que sa frontière soit reportée au parallèle 24 au lieu du 25° S. Les parties contractantes devaient se répartir pour moitié les bénéfices et droits douaniers résultant de l'exploitation des gisements de guano¹⁶ qui venaient d'être découverts près de la rade foraine de Mejillones, ainsi que des autres dépôts à prospector entre

15. La perte de l'Acre est un parfait exemple de non-territorialisation spatiale en région neuve stratégique. La Paz, en effet, pour accélérer la mise en valeur, et faute de moyens, concéda ses droits à une société à charte, formée à partir d'un groupe privé peu transparent, le « Syndicat boliviano-américain » de New York, afin de coloniser et exploiter cette région neuve et riche. Le Brésil s'en émut et encouragea la révolte de ses travailleurs, puis il intervint militairement.

16. Ceux-ci furent découverts à partir de 1842 et commencèrent à être exploités en 1866.

les parallèles 23° S et 25° N. La Bolivie s'engageait aussi à équiper enfin le port de Mejillones et à y placer une douane mixte avec le Chili. Ainsi, La Paz hypothéquait sa souveraineté en souscrivant des engagements, créant un précédent pour de nouvelles revendications chiliennes¹⁷.

Le succès de l'exploitation du nitrate permit aux compagnies chiliennes d'ouvrir de nouveaux sites d'exploitation en monopolisant la production. La Bolivie, inquiète du dynamisme chilien, conclut alors en 1873 un traité défensif avec le Pérou. La guerre du Pacifique en résulta, à partir de 1879, entre les trois pays. La Bolivie, battue avec le Pérou et isolée, dut abandonner au Chili toute sa province maritime au traité de 1904.

3. La claustration consacrée de la Bolivie

Si l'ouverture des régions orientales par la navigation fluviale avait été, à partir de 1840, un autre thème national prioritaire pour la Bolivie; il devint quasi obsessionnel après 1884, avec la perte de toute sortie maritime sur l'océan Pacifique, consécutive à la défaite devant le Chili.

La voie du Madeira ayant été abandonnée au Brésil en 1867, il ne restait à la Bolivie que celles, bien virtuelles, des fleuves Paraguay et Pilcomayo, mais dans des régions inexplorées et peuplées de tribus insoumises. Il se bâtit alors, à partir d'informations erronées et sous la poussée de groupes d'intérêts actifs, le mythe de la navigabilité de ces fleuves et de l'alternative maritime qu'ils présentaient à la perte de la province du littoral. Or, à la fin du siècle, il s'avéra que sur la partie centrale de son cours, dite des Esteros de Patiño, le fleuve Pilcomayo n'était pas accessible aux navires, même de petit gabarit... Restait le fleuve Paraguay, mais la Bolivie n'y conservait plus qu'une dérisoire fenêtre avec la lagune de Bahia Negra, à sec la moitié de l'année, et concédée par le Brésil en 1867 ; située à plus de 1 000 km de Santa Cruz et sans aucune route permanente, c'était, littéralement, une impasse. Enfin, Asunción se refusait à laisser la Bolivie utiliser le rio Paraguay en l'absence de tout règlement sur le Chaco.

17. Cf. IRELAND G. (1942). Notons que la population de cette province aux conditions climatiques ingrates n'atteignait pas 6 000 habitants en 1876, et qu'il n'y avait pas d'infrastructures de communication.

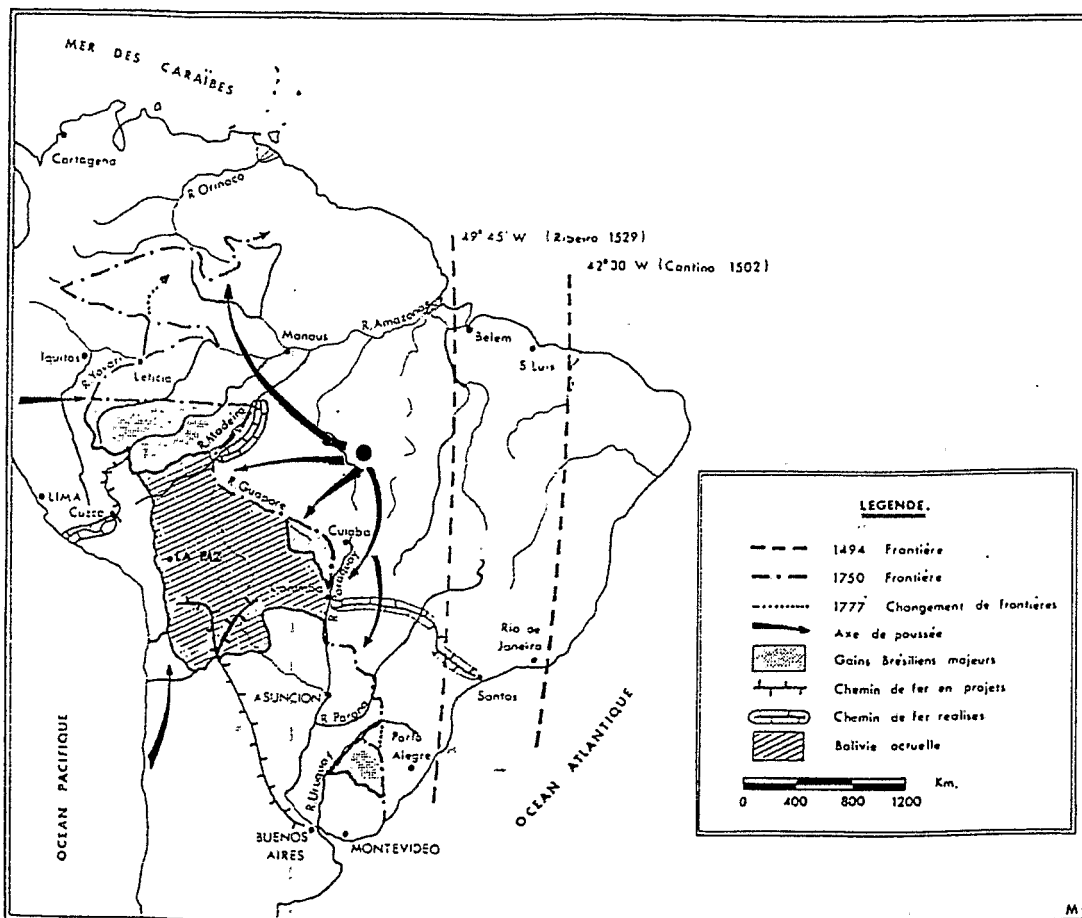


Fig. 5.— La plaque géopolitique lusitanienne.

La guerre du Chaco, à partir de 1932, peut être considérée comme concluant l'histoire conflictuelle des frontières de la Bolivie « extérieure » et les espoirs mis dans une sortie extérieure. Si, de 1880 à 1928, le Paraguay et la Bolivie se livrèrent une course de vitesse pour l'exploration et la colonisation de cette vaste région, faute de moyens et d'une vision claire de ses objectifs, La Paz fut distancé sur le terrain par ASUNCIÓN. La guerre s'ensuivit à partir de 1932, mais fut perdue par la Bolivie. Ainsi, avec la reconnaissance de la souveraineté du Paraguay sur la majeure partie du Chaco boréal, se terminait en 1938 l'ultime rêve bolivien et se consommait un autre rétrécissement territorial de la Bolivie, dépossédée du Chaco central.

« La Bolivie est-elle une absurdité géographique... » ? (C. Badia Malagrida)¹⁸

La Bolivie disposait milieu du XIX^e siècle d'un vaste horizon géographique, tant par sa position à la fois océanique, andine et amazonienne que par l'étendue de ses ressources potentielles. La carte de 1859 est ainsi celle d'un moment de grâce, quasi narcissique, reflet d'une Bolivie idéale et conservée sortie du moule colonial, mais inadaptée aux dures conditions de la territorialité : peuplement, administration, mise en valeur.

18. Cf. BADIA MALAGRIDA C. (1919).

La « gangrène des extrémités »¹⁹ est-elle une fatalité propre à la seule Bolivie dans l'Amérique du Sud du XIX^e siècle ? Nous ne le pensons pas, en prenant en considération les cas d'autres pays andins. Le Pérou a dû abandonner de vastes pans du territoire qu'il revendiquait à l'indépendance : sur ses côtes, au nord comme au sud, en Amazonie centrale. La situation fut la même pour l'Équateur, pays de poids comparable alors à la Bolivie. La Colombie dut accepter des abandons territoriaux dans la région des llanos. Le Paraguay, coincé entre deux puissants voisins, connut aussi la même expérience. Le Mexique lui-même souffrit de pertes territoriales majeures. Inertie du centre politique face aux problèmes spatiaux, absence de l'État dans les régions marginales dépeuplées, démographies basses, désarticulation régionale, marchés de dupes dans les accords internationaux de mise en valeur produisent partout, face à des pressions fortes et bien organisées, les mêmes effets.

La carte de la Bolivie en 1859, si elle idéalise et tente de cristalliser, dans l'opinion nationale comme internationale, l'image de l'existence géographique d'un pays caractérisé par la vacuité de son espace, est en fait un mensonge pieux né d'un songe creux : maintenir intactes des frontières de commodités coloniales correspondant alors à des enjeux européens. Ainsi que l'écrivit un spécialiste²⁰ de la cartographie, « *Non seulement le mensonge est facile avec les cartes, mais il est même essentiel* », certes, mais sous peine de justification...

Références

- ARCHIVES HISTORIQUES (1883-96). *Folio 1*. La Paz : Chambre des Députés.
 BACH M. (1885). *Descripción de la nueva provincia de Otuquis en Bolivia*. Buenos Aires : Imprenta Peuser. 36 p. + carte.

19. Cf. VASQUEZ-MACHICADO H. (1987).

20. Cf. MONMONIER M. (1993).

- BADIA MALAGRIDA C. (1919). *El factor geográfico en la política sud-americana*. Madrid : Tipo. J. Ratés, 587 p.
 BERTRÉS F. (1901-et 1902). « Descripción topográfica e histórica de Bolivia ». *Boletín de la Sociedad Geográfica de Sucre*, n° 25 à 32.
 BONILLA H. (1980). « Notas en torno a la historia económica y social... ». *Boletín del Departamento de Historia de la UMSA*, n° 12. p. 2-22.
 DALENCE J.M. (1851). *Bosquejo estadístico de Bolivia*. Sucre : Imprenta, 391 p.
 DÉMÉLAS D. (1980). *Nationalisme sans Nation ? La Bolivie aux XIX^e-XX^e siècles*. Paris : Éditions du CNRS, 227 p.
 DENIS P. (1928). « Amérique du Sud ». Tome 15 de la *Géographie Universelle*. Paris : A. Colin, 210 p.
 GUTIERREZ J.R. (1868). *Cuestión de limites entre Bolivia y Brasil*. La Paz : Imp. Paceaña, 2^e éd. 64 p.
 IRELAND G. (1942). *Conflictos de limites y de posesiones en Sud America*. Buenos Aires : Cercle militaire, traduit de l'anglais, 555 p.
 KELLER J., KELLER F. (1870). *Exploración del río Madera*. La Paz : Imp. Union Americana, 72 p.
 LOFSTROM W. (1983). « Cobija, primera salida boliviana al mar ». *Historia y Cultura*, n° 19, p. 119-131.
 MENDIZABAL S. (1927). *Diario de la expedición Quesada*. Séville : Imp. San Antonio. 181 p.
 MONMONIER M. (1993). *Comment faire mentir les cartes. Du mauvais usage de la géographie*. Paris : Flammarion. 232 p., traduit de l'anglais.
 MUJIA R. (1910). *Bolivia-Paraguay. Exposición de los títulos que consagran el derecho territorial de Bolivia, sobre la zona comprendida entre Bolivia-Paraguay*. Imprenta El Tiempo, 8 vol.+ atlas.
 MUNOZ J.L. (1898). « Geografía nacional ». *Boletín Sociedad Geográfica de Sucre*, p. 26-32, s.n.
 ORBIGNY A. D' (1845). *Descripción geográfica, histórica y estadística de Bolivia*. Vol. 1. Paris.
 PALACIOS J.A. (1944). *Exploraciones*. La Paz : Editorial del Estado, 77 p. + cartes.
 PENTLAND J.B. (1975). *Informe sobre Bolivia*. Editorial Potosí, traduit de l'anglais, 200 p.
 ROUX J.C., OVIEDO F. (1995). « Les hommes de la quina ». *Cahiers Sciences Humaines*, ORSTOM, n° 31 (4), p. 969-986.
 SANABRIA F. (1958). *En busca del Eldorado*. Santa Cruz : Université R.G. Moreno, 366 p.
 VASQUEZ-MACHICADO H. (1987). *Obras completas*. 7 volumes. La Paz : Don Bosco.

L'Espace géographique tome 25 n° 4 - 1996 (pages 289 - 684)

L'ESPACE GEOGRAPHIQUE



États-Unis : l'impact des nouvelles politiques

4

Une autre géographie de la ville et de l'emploi

les banques ; les services aux entreprises ;

Washington DC ; aménagement du Grand Canyon

PM 65
Sci. Gvt

La Bolivie des confins • Les densités urbaines

1996

Publication soutenue par le Centre National de la Recherche Scientifique

BELIN-RECLUS